



Agricultrice, un engagement citoyen

par [Joelle Palmieri](#) | Thématique: [Agricultrices](#) | Rubrique: [Contributions](#)

"Je suis leur mauvaise conscience. Je suis leur culpabilité vivante." Claire Billaux, agricultrice à Poizieux dans le Maine-et-Loire, présidente du GabbAnjou (agriculteurs biologiques), chef d'exploitation, mère de quatre enfants, ne mâche pas ses mots. Elle se confronte depuis plus de trente ans à un monde d'hommes, aujourd'hui sous les projecteurs de l'actualité : OGM, vache folle, fièvre aphteuse... Ses choix relèvent de l'acte citoyen.

Selon la militante anti-mal-bouffe, être paysan, c'est prendre ses responsabilités par rapport au reste de la population...

Depuis quand êtes-vous agricultrice ? J'ai commencé en 77. J'ai fait comme beaucoup de femmes, j'ai suivi l'homme avec qui je vivais ! J'ai tout de suite été agricultrice en titre et donc chef d'exploitation. On a commencé dans un autre département en faisant des chèvres laitières puisque ça représentait l'investissement minimum pour démarrer une activité agricole. On n'avait pas besoin de beaucoup de terrain, ni de gros matériels et bâtiments et on a vendu des fromages sur les marchés pendant dix ans... On ne voulait absolument pas acheter des aliments pour les animaux, on voulait produire. Et pour une alimentation complète, il faut des légumes neutres qui nécessitent une terre argilo-calcaire. Après avoir fait le tour des régions françaises, on est tombés dans le Maine-et-Loire au hasard d'une petite annonce et ce qui nous a tout de suite intéressés, c'est que c'était les terres qu'il nous fallait, riches en argile. C'était pas cher. On était en 84, les prix avaient baissé et personne ne voulait de ces bâtiments qui sont aujourd'hui classés !

Avez-vous bénéficié d'une formation ? Je suis née et ai passé toute ma jeunesse en Afrique du Nord - mon père travaillait pour la coopération en tant qu'ingénieur agronome et ma mère était cartographe - et je suis devenue infirmière. J'ai donc toujours baigné d'une certaine façon dans le milieu agricole, ou tout du moins dans une certaine philosophie de l'agriculture au service de la population. J'ai néanmoins dû apprendre le métier. Nous avons donc suivi, moi et mon mari, une formation agro-bio.

Pour vous l'agriculture c'est un engagement citoyen ? C'est clair. Pour vivre, il faut manger. Et nous, les paysans, nous produisons la nourriture. Nous en sommes donc responsables vis-à-vis de nos concitoyens. Quand on produit en agriculture conventionnelle de façon intensive, et quand on produit des aliments qui ne sont pas idéaux pour la santé des gens – OGM, vache folle, pollution... , c'est clair que c'est pas citoyen ! Faire une agriculture citoyenne, c'est bien évidemment respecter l'environnement, la terre mais aussi les animaux et les humains qui en sont la finalité en leur proposant des aliments sains. L'agriculture biologique ça n'aurait jamais dû exister. Ça aurait dû être toujours ça. Si l'agro-bio existe, c'est parce que les paysans ne sont pas toujours respectueux de la terre sur laquelle ils sont, des animaux et des humains, et tout ça à cause de la rentabilité et du profit. Pour moi, la fièvre aphteuse, les vaches folles, c'est le début de la catastrophe. Pour ma part, je compatis aux problèmes des éleveurs qui sont confrontés à ça, mais je me dis que si en même temps ils ne veulent pas reconnaître qu'ils se sont faits piéger, par les politiques agricoles, la recherche, ils ne s'en sortiront jamais car ils se posent en victimes et non comme acteurs de la vie économique et politique de leurs pays. Si on considère qu'ils ne sont pas responsables, alors il faut leur enlever leur droit de vote, leur possibilité d'accéder à des emprunts, etc.

Vous croyez que c'est ça que nous payons, l'irresponsabilité ? Depuis 96 et même avant, il y avait des paysans qui savaient ce qu'ils faisaient en donnant des protéines animales à leurs bovins, les transformant en carnivores. Et s'ils ne savaient pas, il fallait qu'ils demandent. Ils ne sont pas là pour appliquer les yeux fermés ce qu'on leur dit. Pour les produits de traitement phytosanitaires, il y a des têtes de mort sur les bidons ! C'est explicite non ?

Mais pourquoi arrose-t-on autant les agriculteurs ? C'est vrai que 50% du budget européen sert à l'agriculture. Il existe des lobbys très puissants derrière les gros céréaliers qui sont les lobbys de la pétrochimie, des phytosanitaires et des semences. Ce sont ces industriels/financiers qui font la politique agricole, pas les politiques. Avec l'histoire de la vache folle, entre autres, il y a un marché qui se casse la figure et c'est toute la filière agro-alimentaire qui est touchée. C'est pourtant le seul secteur de l'économie qui soit excédentaire et qui permette à la France d'avoir une balance des paiements pas trop déséquilibrée. Raisonnablement, le gouvernement devrait réorienter sa politique agricole et donc subventionner sous conditions. Or, avec l'agro-alimentaire, toute l'économie est touchée, en passant par les cantines scolaires... jusqu'à l'industrie. La crise de la vache folle n'est pas agricole-agricole... Le gouvernement colmate, pratique de la politique de pansements, rien de plus. Le problème, c'est que ça va aller en s'aggravant. Aujourd'hui, c'est la fièvre aphteuse, mais demain, peut-être qu'avec la dioxine et les pesticides, on aura la para-tuberculose, la fièvre porcine... et puis les volailles. Bref, c'est du délire ! Heureusement, depuis 40 ans, il y a des agriculteurs, dont je suis, qui refusent d'aller dans ce sens-là, et qui sont toujours là.

Comment survivez-vous ? Tout d'abord, on vit. On est toujours là pour prouver que ça marche et qu'on pourrait effectivement orienter les aides vers des solutions plus durables. L'agriculture biologique coûte moins en dépollution – l'eau n'est aujourd'hui plus potable et beaucoup d'argent est investi dans sa purification à tel point que ce coût est supérieur aux subventions accordées -, elle peut donc être créatrice d'emplois. On est surchargés de travail : on ne désherbe pas chimiquement, il faut passer dans les champs, il faut nettoyer à la main... Mais, pour l'instant, à part dans le maraîchage, on ne dégage pas une plus-value suffisante pour embaucher réellement. Pour que le pain ne soit pas plus cher, il faudrait continuer à vendre le blé à prix coûtant tout en employant des salariés. Ce serait la meilleure façon de réorienter les aides. Quand on fournit une aide directe à l'agriculteur pour emmener ses bêtes à l'euthanasie, ça ne pose de problème à personne. Alors pourquoi ne pas subventionner l'agriculteur par une aide à l'embauche dans un cadre de réel respect de l'environnement ? Aujourd'hui, aucune mesure allant dans ce sens n'a été prise.

Vous dites que le milieu agricole est particulièrement individualiste et donc qu'il n'y a pas de notion de service public. Comment y avez-vous été accueillie ? [Elle rit à gorge déployée]. Quand on est arrivé ici, on n'était pas du coin, ils ont su qu'on était pas du milieu agricole et on travaillait en agro-bio. Seul, le président de la mutuelle "Coup dur", qui permet à un paysan qui a un problème grave d'avoir recours à l'aide de ses collègues pendant une période donnée, est venu nous proposer d'en faire partie. Il a donc pris les devants. Pour le reste, au départ, les contacts étaient un peu réduits du fait de notre pratique agricole différente, pas de labour, pas d'ensilage, pas de besoin de grosses machines... Les gens nous regardaient bizarrement. Le maire du village, qui était également notre voisin, a tellement été surpris de voir mon mari herser les blés au printemps – une pratique totalement abandonnée au profit du désherbant total -, qu'il a failli renverser son tracteur dans le fossé ! Les autres paysans essayaient de nous convaincre de faire comme eux, mais, en gros, on a été tranquille jusqu'au décès de mon mari, il y a huit ans. A ce moment-là, les choses se sont gâtées. Petit à petit, j'ai senti ostensiblement que le maire voulait faire valoir ce qu'il croyait être ses droits. Dans la mesure où c'était une femme seule, pas du métier, en agro-biologie et qui en plus de ça montait sur le tracteur, ça pouvait plus aller. Très vite, je me suis aperçue que la seule chose qu'ils voulaient, c'était que je m'en aille. D'une part, parce qu'ils voulaient mes terres et tous les autres paysans parce qu'ils voulaient que je me casse la figure pour prouver que ce que je faisais, c'était n'importe quoi. C'est encore vrai aujourd'hui. Je suis leur mauvaise conscience. Je suis leur culpabilité vivante. S'ils pouvaient me mettre au pilori pour exorciser toutes les saloperies qui leur tombent dessus, ils le feraient.

Vous êtes une sorcière ? Non. Je suis une emmerdeuse. Pour eux, je suis la "contre-agriculture". Alors, ils font courir des bruits : je ne paierais pas mes factures, j'aurais du crédit en retard, je n'investirais pas... Mais moi, je suis là pour leur rappeler, et je ne me gêne pas, que ce ne sont pas mes vaches qui risquent de contracter la maladie, mais les leurs.

Comment êtes-vous perçue à l'intérieur du syndicat ? J'ai adhéré tout de suite au GabbAnjou après qu'on se soit installé, c'est-à-dire en 1985. J'ai rejoint le Conseil d'administration en 1993 et depuis 2000, j'en suis la présidente. Certains agriculteurs n'apprécient pas du tout le fait que ce soit une femme qui soit à la tête du syndicat. Par exemple, les gens qui sont également à la FNSEA appartiennent à une famille ancienne qui est majoritaire dans toutes les instances administratives. Qui a donc le pouvoir et l'argent. Le fait de faire du bio n'est donc pas une voie royale au sein du syndicat majoritaire. C'est une position très difficile à concilier. De fait, les paysans font passer le fait d'être à la FNSEA avant l'agro-biologie. Ils arrivent donc à défendre des positions comme l'agriculture raisonnée qui mettent en danger notre choix. J'ai donc eu droit à une cabale en bonne et due forme fin 2000 à cause de mes positions. J'ai été accusée d'avoir abusé de mes prérogatives alors que le communiqué très critique, que j'ai envoyé à la presse avant le forum de l'agriculture raisonnée à Angers, avait reçu l'aval du bureau.

Pensez-vous pouvoir changer quelque chose ? Moi, je ne veux rien changer du tout. Les gens changent s'ils veulent. C'est vrai dans le privé comme dans le politique. Par contre, être force de propositions, pourquoi pas ? Moi, j'attends une décision politique, des lois. On est tellement peu nombreux, 2% dans tout le milieu agricole, qu'on ne peut peser qu'en alertant la population ou en apportant des solutions viables et attestées.

Les liens connexes



[la dépêche sur Médiaterrre](#)



[Tribune de Claire Billaux sur les OGM \(68 hits\)](#)

modéré par Joelle_Palmieri